

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18503 - 72ÈME ANNÉE

Le directeur général de la FAO en visite dans des pays de la COI

## Sécurité alimentaire : La Réunion est aussi concernée



Le riz est l'aliment de base des Réunionnais. Il est importé en totalité. (photo Toniox)

**José Graziano Da Silva, directeur général de la FAO est aujourd'hui en visite à Madagascar, première étape d'une tournée dans 3 des 5 pays de la Commission de l'océan Indien. Comme les Comores, La Réunion n'est pas au programme.**

**L**e 12 août dernier, la FAO avait publié un article sur la menace de famine qui pèse sur 40 millions de personnes dans notre région. En voici un extrait : « Deux saisons consécutives de sécheresse, avec notamment cette année la pire depuis 35 ans, ont particulièrement

touché les familles vulnérables en zones rurales. Parallèlement, les prix du maïs et d'autres aliments de base ont augmenté. Ainsi, 40 millions de personnes dans la région devraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire au début de l'année 2017, lorsque la période de

soudure aura atteint son pic. Tous les pays en Afrique australe sont concernés ».

Parmi ces 40 millions de personnes, 2 millions sont déjà touchées à Madagascar en raison de la sécheresse. C'est tout près de chez nous. Le 12 août également, Maurice Gironcel

avait interpellé le Conseil départemental pour lui demander de passer à l'action. Le conseiller départemental communiste soulignait que « compte-tenu des liens historiques entre les Malgaches et les Réunionnais, nous ne pouvons rester sans réaction devant une telle catastrophe humanitaire. ». Maurice Gironcel demandait à la présidente de la collectivité de lancer un dispositif d'aide exceptionnelle en direction du gouvernement et des ONG impliquée dans la lutte. « Ce geste matérialisera la solidarité des Réunionnais envers le peuple malgache », concluait Maurice Gironcel.

### Impact du changement climatique

Deux semaines plus tard, José Graziano Da Silva, directeur général de la FAO, est en visite dans notre région. Aujourd'hui et demain il sera à Madagascar, puis il passera deux jours à Maurice avant de conclure son séjour par les Seychelles.

Vendredi, José Graziano Da Silva a publié un article dans lequel il souligne l'impact des changements climatiques. En tant qu'îles, nous et nos voisins sont particulièrement vulnérables à leurs effets. D'ailleurs Madagascar sera la première étape du périple du directeur de la FAO. C'est là où la crise est la plus grave. Il est malgré tout dommage de constater que deux pays ne sont pas au programme de la visite : les Comores et La Réunion. Pourtant, toutes les îles de l'océan Indien sont concernées par un programme de sécurité alimentaire soutenu par la FAO. Il vise à faire de Madagascar un pays exportateur afin de satisfaire les importations de ces voisins. Avec la signature prochaine des Accords de partenariat économique, cette décision ne sera pas sans conséquence pour La Réunion. Car du fait d'un coût de production bien plus faible dans la grande île, l'avenir des agriculteurs réunionnais est compromis. Cela menacera aussi la sécurité alimentaire de La Réunion, car dans ce cas les importations vont augmenter.

### La France prend la place de La Réunion

Tout comme Madagascar, Maurice et les Seychelles, La Réunion est une île. Elle partage donc la même vulnérabilité que ses voisins. Ce n'est pas parce que La Réunion a un

statut de département français qu'elle ne subit pas les effets du changement climatique. Notre île est également concernée par le défi de la sécurité alimentaire. Malheureusement, les élus réunionnais ne sont pas associés à la réalisation du plan régional de sécurité alimentaire. Les discussions ont lieu en effet au niveau de la COI. La Commission de l'océan Indien est actuellement présidée par la France, qui défend ses intérêts par l'intermédiaire d'un ambassadeur à la coopération régionale basé à Paris. Mais La Réunion n'a pas droit au chapitre, alors que c'est grâce à elle

que la France peut siéger dans la COI alors qu'elle n'est pas riveraine de l'océan Indien et qu'elle est une ancienne puissance coloniale, à la différence de toutes les îles de notre région qui sont d'anciennes colonies.

Cette situation découle aussi de la responsabilité des élus de La Réunion. Il est clair que si Paul Vergès était président de la Région Réunion, les Réunionnais ne seraient pas traités de cette façon par Paris.

**M.M.**

## Communiqué de la FAO

### Le Directeur Général de la FAO en visite officielle dans les îles de l'Océan Indien



José Graziano Da Silva.

Le Directeur Général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), José Graziano da Silva se rendra à Madagascar, Maurice et Seychelles en appui au Programme Régional de Sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Commission de l'Océan Indien du 29 Août au 03 Septembre 2016

A Maurice, il participera à l'Avant COP22 : Conférence ministérielle et de dialogue public-privé sur les économies de l'océan face au changement climatique en Afrique, en réponse à l'invitation de la Banque Mondiale.

QUAND/ OU : 29 - 30 Août 2016 à Madagascar

31 Août - 01 Septembre 2016 à Maurice

02 - 03 Septembre 2016 aux Seychelles.

Lors de son séjour dans l'Océan Indien, il effectuera des visites de courtoisie auprès des Chefs d'État de Madagascar, SE M. Hery Rajaonarimampianina ; de Maurice SE Mme Ammenah Gurib-Fakim ; et des Seychelles SE M. James A. Michel. Des réunions de travail auront lieu avec les ministres en charge de dossiers de collaboration avec la FAO dans ces pays.

M. Graziano rencontrera les Organisations de la Société Civile œuvrant pour le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar ; il assistera à l'Avant COP22 : Conférence ministérielle et dialogue public-privé sur les économies de l'océan face au changement climatique en Afrique qui se tiendra à Maurice ; il rencontrera le nouveau Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI) ; et entreprendra une visite de terrain sur les sites de projets de la FAO aux Seychelles.

## Édito

# Carrière de Bois-Blanc : les partisans de la route en mer sortent l'artillerie lourde

**C**omme on pouvait s'y attendre, les promoteurs de la route en mer sortent l'artillerie lourde pour faire passer en force leur projet de carrière à Bois-Blanc. Dans une pleine page de publicité parue dimanche dans la presse écrite, ils veulent influencer sur le résultat de la nouvelle enquête publique. Tout d'abord, ils affirment que les attentes de la population ont été prises en compte. C'est prendre des libertés avec la vérité. Depuis le départ, la population a constamment affirmé son opposition à la méga-carrière de Bois-Blanc. Elle refuse d'être empoisonnée par une noria de camions et par les poussières causées par l'extraction, sans parler du bruit. Cette année, les électeurs de Saint-Leu ont été consultés sur ce projet, ils ont voté à 80 % contre. C'est dans les quartiers les plus proches du site prévu pour la carrière que les scores ont été les plus élevés. Les attentes de la population sont donc claires.

Pour influencer l'expression de la population, les partisans de la route en mer agitent le chantage à l'emploi. Tout d'abord, ils affirment que la carrière de Bois-Blanc créera plus de 300 emplois. Actuellement, le chantier de la route en mer tourne à plein régime. Il emploie moins de 800 personnes. À elle seule, une carrière pourrait donc fournir l'équivalent d'un peu plus de 50 % des emplois de la route en mer ? Qui peut croire à une telle chose ?

Enfin, l'argument final des amis de Didier Robert est le suivant : sans la carrière de Bois-Blanc, la route en mer, appelée « nouvelle route du litto-

ral » dans la publicité, ne se fera pas. Voici moins d'une semaine, la CGTR-BTP a annoncé l'arrêt du chantier de la grande digue de la route en mer à cause du manque de matériaux, et des licenciements. Cette information avait fuité lors d'une réunion technique sur le chantier. La Région a confirmé cette suspension du chantier dans l'attente de l'ouverture de nouvelles carrières, alors que les bénéficiaires des marchés publics indiquaient qu'il n'y avait pas de licenciements.

Quelques jours après cette annonce, une pleine page de publicité sort dans la presse pour enfoncer le clou. Pourtant, le manque de matériaux n'est pas un problème qui vient de surgir à la dernière minute. Dès le départ il existait et malgré cela des travaux ont été engagés et financés par la Région Réunion, la France et l'Union européenne. L'annonce officielle de l'impossibilité de faire la route en mer faute de matériaux n'est opportunément révélée qu'au moment où une nouvelle enquête publique sur l'ouverture d'une carrière à Bois-Blanc va être lancée. C'est cousu de fil blanc.

Il est grand temps d'arrêter un projet mal ficelé et qui divise les Réunionnais. L'argent obtenu par Paul Vergès peut bénéficier à des projets utiles pour la population : construction d'un train, autonomie énergétique, protection de la population face aux effets du changement climatique.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO

# « Les Îles de l’océan Indien devraient miser sur leur diversité pour renforcer leur résilience »

José Graziano da Silva est le Directeur général de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture. Aujourd’hui et demain, il sera en visite à Madagascar dans le cadre d’une tournée dans les îles de notre région. Il a adressé vendredi aux médias un article reproduit ci-dessous avec des intertitres de Témoignages.

**L**es Petits États insulaires en développement (PEID) représentent 40 pays parmi les pays membres de la FAO dans le monde. Il s’agit du groupe le plus touché par le changement climatique. La fréquence des catastrophes climatiques limite leur capacité à réagir aux risques environnementaux naturels et anthropiques qui les rendent particulièrement vulnérables.

Les secteurs agricoles de ces PEID sont parmi les plus menacés. Les aléas naturels, y compris les risques phyto- et zoo-sanitaires (les risques acridiens, par exemple) et les risques liés à la variabilité et au changement climatiques, mais également les aléas économiques (notamment la hausse des prix alimentaires), socio-politiques et sécuritaires (dont les conflits) pèsent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des îles de l’océan Indien, en particulier sur les petits producteurs agricoles. Les PEID sont identifiés en trois groupes régionaux : la région des Caraïbes, la région du Pacifique et la région AIMS (Atlantique, Océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale). Ce dernier groupe n’est pas constitué sur une base géographique et devrait pouvoir renforcer son identité à travers une stratégie basée sur la diversité.

### Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Pour les îles de l’océan Indien, la Commission de l’océan Indien (COI)

est le principal partenaire régional dans la formulation et la mise en œuvre du Programme d’action mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID. Ce programme comprend cinq éléments clés : promouvoir la sécurité alimentaire et une alimentation saine ; assurer la gestion durable des ressources naturelles ; renforcer la résilience aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles ; promouvoir le commerce et l’accès aux marchés ; et améliorer les partenariats et la coopération internationale.

Si nous voulons concrétiser un tel Programme, nous devons appuyer les initiatives émanant des groupes régionaux comme celle des îles de l’océan Indien. La COI a amorcé sa contribution à travers la formulation du Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN), élaboré avec l’appui technique de la FAO. Le document du PRESAN tient compte des recommandations issues de la Stratégie de Maurice pour avancer dans la mise en œuvre du Programme d’action pour le développement durable des PEID, de la Troisième Conférence internationale sur les PEID, de Rio +20, des Orientations de Samoa sur l’interdépendance entre la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le changement climatique et le développement durable.

Nous constatons que les réflexions et les concertations sur ces sujets s’intensifient. Une Conférence ministérielle de dialogue entre les secteurs public et privé sur l’Économie océanique face au changement climatique en Afrique est organisée par la Banque mondiale à l’Île Mau-

rice, du 1er et 2 septembre 2016, afin d’examiner les réalisations, les défis et les priorités relatifs aux côtes africaines, où une attention particulière porte sur PEID de la COI avec pour thème « Les PEID en première ligne du changement climatique : Que faut-il pour inverser la tendance ? ».

### L’atout de la diversité

L’Agenda pour 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) soutiennent la diversité et l’inclusion. Cette diversité peut être considérée sous l’angle des trois piliers du développement durable. La diversité écologique est relative à la biodiversité et aux ressources naturelles existantes. La diversité économique porte sur la dépendance des pays à l’agriculture, aux forêts et à la pêche ainsi qu’aux secteurs du tourisme et du commerce notamment. Enfin, la diversité sociale est fondée sur les habitudes, les pratiques et le savoir-faire des populations issues de différentes origines et cultures. Toute cette diversité peut contribuer d’une manière significative à renforcer les piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à savoir la disponibilité, l’accès, la stabilité et l’utilisation.

Il faut que la volonté politique de chaque pays de la région à partager et à se conformer à une vision commune dans la diversité des objectifs respectifs soit forte. Nous devons encourager l’implication des jeunes pour leur capacité d’innovation et celle des femmes pour leur qualité entrepreneuriale, avec l’appui du

secteur privé, afin d'assurer la rentabilité des investissements. Les efforts des partenaires doivent converger vers un objectif commun et se mettre en œuvre dans le respect et l'optimisation de la diversité.

La FAO, engagée à soutenir les initiatives des gouvernements des îles de l'océan Indien, dispose de l'expertise nécessaire, compte tenu du rôle important que jouent l'agriculture, la foresterie et les pêches dans une stratégie efficace de croissance économique.

### Le temps de l'action

Il est maintenant grand temps de renforcer et pérenniser nos actions. Nous devons accroître les investissements pour renforcer la résilience économique et environnementale des petits agriculteurs des îles de l'océan Indien. Cela se fera à travers la pratique des méthodes intelligentes d'adaptation inclusives et durables en matière d'agriculture, d'élevage et de pêche face aux effets du changement climatique. Notre message pour la Journée mondiale de l'alimentation (le 16 octobre, 2016) est « Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi. »

Ce concept correspond à la période cruciale au cours de laquelle sera célébrée cette Journée annuelle, à quelques semaines de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, COP 22, qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2016, à Marrakech, au Maroc.

Notre appui aux PIED sera largement couvert lors de ces deux événements.

La FAO appelle les pays à inclure les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture dans leurs plans d'action sur le climat et à investir davantage dans le développement rural.

**José Graziano da Silva**

## Heureuse surprise...

Certains médias ont couvert la visite qualifiée d'officielle de la pépinière municipale du Port par la députée Huguette Bello, jeudi 25 août 2016. En 4 mandats, la députée de la 2e circonscription, élue depuis le 1er juin 1997, fait ainsi - si je ne m'abuse - l'une de ses premières visites officielles d'un équipement municipal dans la cité portuaire. A cette occasion nous ne pouvons que goûter notre plaisir, tant les discours prononcés tranchent avec ce que nous entendons depuis 2012, de la part de l'actuel maire et de son équipe.

Qu'on en juge : « C'était un véritable défi pour la municipalité de l'époque de reverdir cet endroit qui se trouvait être l'un des plus arides de La Réunion. Par ailleurs, il n'y avait pas d'eau du tout sur ce territoire. C'est un exemple dont toutes les communes devraient s'inspirer. »

Par ces mots la députée a rappelé que la ville du Port en 1972 a été la première à ouvrir une pépinière municipale pour faire du Port une ville verte. Opération qui s'est déroulée en deux temps : la pépinière a d'abord été installée dans l'enceinte du stade Lambrakis, puis à la fin des années 90, elle a pris

sa dimension actuelle, beaucoup plus importante, près du verger communal. La députée a également mis l'accent sur l'importance de l'eau, « élément essentiel ». Elle reconnaît ainsi la bonne gestion de l'eau pour alimenter la population et végétaliser la ville. Elle conclut : « Le Port est le cœur vert de La Réunion. »

De plus, un adjoint au maire, faisant la présentation du rucher installé dans la pépinière, a souligné : « Nous sommes la seule commune des DOM à disposer de ruchers en ville. On produit notre propre miel. » En effet, c'est sous la municipalité précédente qu'un partenariat a été conclu avec l'Association des apiculteurs de France. Ainsi Le Port est devenu la première commune dite sentinelle de La Réunion pour la protection des abeilles et a facilité l'installation par des professionnels de ruchers sur son territoire.

On comprendra que celles et ceux ayant œuvré à faire du Port une ville verte apprécient de tels propos. La vérité commencerait-elle à retrouver son chemin ?

**Jean-Yves Langenier**

## Lettre ouverte à M. Graziano

Il est temps de compenser les pertes mortelles de la diversité alimentaire de notre planète. En charge de l'alimentation et de l'agriculture mondiale, vous venez, cher Monsieur José Graziano Da Silva, constater les ravages de la modernité et de l'agriculture industrialisée, dans notre région (Afrique, Madagascar, etc.). Le programme de sécurité alimentaire et nutritionnel mondial dont la FAO que vous dirigez, a la charge, ne peut sous-estimer ce problème. Au-delà de la COI et de l'Unité de Coordination de Madagascar, c'est notre planète tout entière qui est concernée par cette catastrophe alimentaire mondiale. Il est donc vital et urgent pour l'humanité de prendre des mesures de sauvegarde des plantes alimentaires (en particulier tropicales). L'île de La Réunion, avec sa multitude de microclimats et son haut niveau de développement, est en mesure de participer activement à cette sauve-

garde en permettant de reconstituer une banque diversifiée en plein champs, de ce patrimoine biologique alimentaire en voie d'appauvrissement et de disparition (fruits, légumineuses, racines, tubercules, etc.). De nombreuses initiatives locales existent mais ne sont pas à la mesure du problème posé ni des défis à relever (faim dans le Monde, famines dans le Sahel, etc.). En s'appuyant sur ce morceau d'Europe en Afrique qu'est La Réunion, la FAO pourrait faciliter et activer cet indispensable programme de reconstitution de notre patrimoine de semences alimentaires tropicales, vital pour de nombreuses régions du Monde.

**François Maugis – Président  
de l'association  
Energie Environnement**

# Oté

## Tazantan, pins aou in pé pou oir si ou lé bien révéyé !

*Kan dann troi kar in vi ou lété kont kékshoz é ké toudinkou ou lé pi kont sète afèr-la. Kosa sa i vé dir ? I vé dir ou té pa tro ferm dann out konviksyon. I vé pétète dir galman ou la ramoli avèk lo tan. Mé in pé i di nana arienk bann z'imbésil i shanj pa d' l'avi donk, d'après zot, ou i pé shanj l'avi konm i shanj palto.*

*Mé par l'fète, moin lé sir zot l'après domandé ousa Justin-la i vé alé, dann kèl trikmardaz li vé aral azot. Zot lé a d'mandé pou kosa mi di sa ? M'a dir azot sé sinploman pou la késtyonn miss. Antansyon, ziska zordi moin lé pa pou in n'afèr konmsa, pars mi pans touzour ké dann sète afèr-la, bann jenn-fiy, sansa bann fam lé in pé konsidéré konm in marshandiz. Lé ga, zot i koné nana in bonpé militan té i pans konm moin pandan in bon bout tan. Mé zordi, i diré ké zot la ramoli dsi la késtyonn prinsip.*

*I pé mèm di, ké si zot la ramoli dsi prinsip-la, zot la ramoli dsi in paké d'prinsip épi in paké d'lopinyon. Touléka, mi koné in ta avèk in paké : rouz flanban momandoné, roz bonbon in pé après, pétète zordi blé mèm blé marine. Mi koné in pé i pans mèm na pi d'klas dann la sosyété é ké lo kapitalism lé pa si tan mové ké sa, é ké son zanfan batar k'i apèl kolonyalis lé bien akséptab pou zot, konm pou in bonpé zordi.*

*Na mèm in l'ansien bon kamarad la di amoin : o moins dann sète afèr-la la démokrasi lé respékté pars i fé vot lo jury épi tout sak nana téléphone portab. La pa mon avi biensir é moin la di ali konm mi di bann z'ansien kamarad : « Tazantan pins azot in pé pou oir si zot lé pa après révé ! »*

**Justin**

**« A koté fimyé, brède i boush pa son trou d'né ! » - In kozman po la rout**

Sa sé in drol z'afèr pou vréman ! Majine in pé in pyé brède après boush son né ! Romark si sé pou fé in désin komik ébin sé in n'afèr lé posib maziné. Mé kosa sa i vé dir pou vréman ? Zot i koné fimyé, sa i fé pous brèd, i fé grandi ali, i fé grosi ali donk lé bon pou li, sirtou pou nou, kan ni fé nout bouyon, sansa nout frékasé, nout sop-sui. Lé vré li san pa la roz édouar mé kosa sa i fé ? Nana osi médikaman na mové gou, mèm mové l'odèr, mé sa i fé anou d'bien... Astèr zot i koné bonpé d'moun i rod l'arzan poitan sa la pa in modèl la proprété é ni krash pa dsi, malorèzman ! L'anprès Vespasien la invant toilèt piblik péyant é kan son garson la fé romark ali lé kant mèm pa rokmandé fé l'arzan dsi in kékshoz konmsa, li la réponn : « Mon garson l'arzan la poin l'odèr ! ». Alé ! Ni artrouv pli d'van é mi lès azot kass z'ot koko d'tète la dsi !